

Lucienne Domergue

Les jésuites espagnols écrivains et l'appareil d'État (1767-1808)

Après la faveur enviable et enviée dont ils avaient joui tout au long du siècle, voici que, quelques années après l'avènement de Charles III sur le trône d'Espagne, les temps viennent brutalement à changer pour les jésuites relevant de Sa Majesté Catholique (l'"Espagne et ses Indes"). Au printemps de 1766, la Compagnie de Jésus *en corps* avait-elle, comme on l'en a accusée, vraiment comploté contre le roi (soit la puissance laïque: celle des "deux puissances", *ambas potestades*, qui, avec l'avènement des Lumières, cherche à s'affirmer comme étant le Pouvoir)? On ne sait. Mais ce qui est sûr, c'est qu'au cours des années 1760 ce pouvoir civil, le Pouvoir, emmené par le ministre Roda et le puissant fiscal du Conseil de Castille Campomanes, complota si bien contre ses prétendus ennemis mortels que le 1er avril 1767, sans avoir vu venir la tempête, tous les bons pères se retrouvèrent embarqués sur des bateaux faisant voile vers la Péninsule Italienne.

Dès lors allait commencer pour eux une longue saison d'exil, une traversée du désert particulièrement rude, même si le comte d'Aranda, président du Conseil de Castille et préposé à l'organisation du voyage, sut se montrer attentif envers des religieux qui avaient son estime et adoucir quelque peu cette impitoyable "operación cesárea".

La consigne du silence

Echaudé par les soulèvements populaires récents, pris d'une panique tenace, Charles III imposa d'entrée le silence sur tout ce qui de près ou de loin touchait aux nouveaux proscrits: le décret d'expulsion s'assortit d'une clause stipulant l'absolue interdiction d'en jamais parler dans un sens ou dans un autre. Au temps de la Révolution française, le procédé sera repris par l'Espagne à propos des faits et gestes de ses trop en-

combrants voisins. C'est dire la gravité de la crise née en 1766 avec le *motín de Esquilache* et la peur qui avait saisi le Cabinet de Madrid.

D'ailleurs peu de temps après l'ordre d'expulsion, les religieux de la Compagnie ne tardent pas à avoir de nouveau les honneurs d'une pragmatique. En effet en 1769 il est spécifiquement prohibé de débiter estampes et satires allusives aux expulsés, y compris donc – du moins en principe – tous les documents anti-jésuites. Les autorités veilleront tout particulièrement à faire saisir les images évoquant leur exil et leur éventuel retour.¹ Cette nouvelle mise en garde est à rapprocher de l'épidémie de "miracles" qu'avait déclenchée dans les couvents du pays la nouvelle de la proscription, des religieuses ayant même eu la révélation de leur retour imminent.²

Parmi les nombreux ecclésiastiques qui autour de 1770 prêtèrent main forte au pouvoir dans sa lutte contre la Compagnie figure en bonne place l'archevêque de Burgos, Rodríguez de Arellano. Lorsqu'en 1771 ce prélat bien en Cour veut réimprimer trois tomes de ses œuvres, il se heurte pourtant à l'opposition de censeurs scrupuleux qui critiquent tant son style à l'éloquence ampoulée que sa hargne anti-jésuitique; bien que jouissant de l'appui de Campomanes, afin d'obtenir la licence d'impression il dut finalement se résigner à ôter de l'ensemble deux pastorales visant la Compagnie de Jésus.³

¹ En 1796 on remet à l'Inquisition "une grande gravure en papier" défavorable aux jésuites (Paz, *Papeles de Inquisición*, Madrid 1947, n° 1485, cite une estampe plus tardive montrant quatre ordres religieux dans un crible, seuls les jésuites passant à travers les trous).

² J. Sarrailh, *L'Espagne éclairée de la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Paris, 1954, pp. 663-664. Aguilar Piñal (= A. P.) cite au tome V de sa Bibliografía deux lettres pastorales de José Laplana, évêque de Tarazona: *Carta pastoral sobre las supuestas profecías de algunos religiosos*; *Carta pastoral sobre las supuestas alteraciones en los claustros de religiosas* (Barcelone 1767, n° 207, et Madrid 1768, n° 208, respectivement). Voir encore Francisco Fernández de Jávita, Obispo de Urgel, *Carta circular del Ilmo. Sr. D. –. Dirigida a todos los eclesiásticos seculares y a las religiosas de su obispado con motivo de las falsas revelaciones acerca del regreso de los Regulares de la Compañía*. 1767 (A. P. – 3 n° 2603).

³ A. H. N. Consejos (= C.) 5533-74.

D'un tout autre genre semble avoir été une pièce d'un curé basque qui fut condamnée aux limbes, le censeur du Conseil Diego Caballero de Arteaga l'ayant fait proscrire pour cause d'anti-jésuitisme.⁴

Tout au long du règne, la consigne de silence touchant cet aspect particulièrement brutal de la politique de Charles III fut relativement appliquée par les censeurs de livres. À telle enseigne que, parmi la floraison des pièces de circonstance qui accompagnèrent la mort du roi en 1788, ceux-ci s'attardent encore à traquer les éventuelles allusions à cet épisode retentissant du règne précédent. À propos de l'*Oración fúnebre que hizo en el Hospital de Nuestra Señora de Montserrat en las exequias del Señor Carlos III D. Antonio Martín Torres*, la Vicairerie Ecclésiastique de Madrid, qui était chargée de revoir avant impression la plupart des écrits présentés au Conseil de Castille, relève un passage douteux: parmi les causes du progrès des sciences sous le roi défunt le prédicateur ne cite-t-il pas, encore que sous forme allusive, "la extinción de ciertos cuerpos en que estaban casi estancadas las dignidades así eclesiásticas como políticas" (entendre les jésuites)? On peut d'ailleurs se demander si un censeur aussi soucieux de ne pas voir mentionnée, sans pour autant la nommer, la Compagnie, quand c'est comme ici pour la rabaisser et exalter la gloire du roi, ne dissimule pas, sous ce respect *perinde ac cadaver* de la lettre des cédules royales, une certaine sympathie envers les "réguliers expulsés", comme on les appelait dans l'Espagne du temps. Dans ce cas précis on ne sait ce qui en était au juste, ignorant l'identité du censeur. Mais on peut penser qu'aux yeux de la faction jésuitique bâillonnée, mieux valait encore ne pas piper mot des proscrits que de les vouer aux gémonies ou seulement risquer de réveiller contre eux l'acrimonie du public.

⁴ Le fonds de l'ancien Conseil de Castille (A. H. N. – C. 50660; A. P. – 1 n°2061) conserve manuscrit *El agur del bascuence vindicado contra el adiós del Romance malentendido*, 2a parte. Su autor D. José Apezteguia, rector de la Iglesia parroquial de la villa de Andoain en la Provincia de Guipúzcoa.

La littérature anti-jésuite tolérée

Dans les années qui suivirent l'expulsion, la consigne du silence fut-elle toujours scrupuleusement observée? À consulter par exemple la *Bibliographie critique de la Compagnie de Jésus* (Paris 1864), dressée par le P. Carayon, on serait tenté de dire d'emblée oui: la cinquième partie de l'ouvrage intitulée *Satires, pamphlets, apologies*, ne compte rien en espagnol à ces dates, alors qu'abondent les titres en français et que sont attestés des ouvrages en italien, en portugais, voire en anglais. Avant 1845 et 1848, années d'édition des *Monita secreta*, il n'y figure qu'un ou deux textes en castillan; l'un est un recueil de lois, un document officiel donc: *Colección general de las providencias hasta aquí tomadas por el gobierno sobre el extrañamiento y ocupación de temporalidades de los Regulares de la Compañía* (Madrid 1767); l'autre, daté de l'année suivante, est une traduction du latin et du portugais qui a pour titre: *Causa jesuítica de Portugal*.

Malgré cela il semble bien qu'à l'occasion les ennemis des jésuites purent plus aisément faire entendre leur voix que ceux qui leur étaient restés fidèles, ce qui, dans la conjoncture passionnelle du temps, ne peut surprendre. En revanche, pour peu qu'elle apparaisse polémique, la littérature des jésuites et des philo-jésuites avait fort peu de chance de passer entre les mailles du filet gouvernemental, vu que les autorités montaient bonne garde et que si d'aventure quelque titre avait échappé à leur vigilance, les ennemis de la Compagnie étaient là pour leur dénoncer sur le champ la moindre contravention à la loi.

Il en allait autrement pour les écrits hostiles à la congrégation, à telle enseigne qu'un historien du XIX^e siècle a pu parler de la "peste de livres et de brochures lancés contre les jésuites".⁵ Il y aurait eu surabondance d'écrits: notamment la pastorale anti-jésuite de l'évêque Lo-

⁵ P. Miguélez, *Jansenismo y regalismo en España*, Valladolid 1895, p. 320; R. Olachea, "Contribución al estudio del motín contra Esquilache", in *Estudios en homenaje al Dr. Eugenio Frutos Cortés*, Zaragoza 1977, p. 342: "La situación era propicia para ganar dinero y favor hablando mal de los jesuitas o prestando falsos testimonios contra ellos y al decir de Leandro Fernández de Moratín, una turba de escritores famélicos siempre dispuestos a vender su pluma a quien la quisiera comprar, sació con esta clase de opúsculos la curiosidad común, si bien los mismos que los estimulaban y protegían se hallaban poco satisfechos de que la causa del gobierno hubiera de encomendarse a tan ruines autores."

renzana, *Aviso a todos nuestros hermanos*, publiée au Mexique en 1767; celle de l'évêque Armañá, augustin, pour qui tout l'ordre rival n'était qu'un "arbre pourri";⁶ *La doctrina de los llamados jesuitas sobre el dogma y la moral*, par le Dr. Huidobro y Velasco (soit le P. Flórez), Madrid 1768; *Deducción cronológica y analítica*, œuvre de José de Seabra de Silva adaptée du portugais par l'avocat régaliste Maymo y Ribes; *Retrato de los jesuitas*, une autre traduction du portugais attribuée cette fois à Nipho;⁷ ou encore *Tercera Parte del retrato de los jesuitas en la que se manifiestan los principales Vicios de su estatuto, constitución moral y política* (Piferrer, Barcelone 1770), diatribe en forme contre la Compagnie. De Bernardo Ibáñez de Echavarri parut cette même année 1770 à Madrid (Imprenta Real de la Gaceta) un ouvrage intitulé *Colección general de documentos tocantes a la 3a. época de las conmociones de la Compañía en el Paraguay. Contiene el Reyno jesuítico del Paraguay*.⁸ Voilà pour les titres généralement cités.

On peut d'ailleurs penser que les textes de ce genre imprimés dans les années suivant l'expulsion représentent seulement la partie émergée de l'iceberg que composaient les diatribes contre la Compagnie.

Beaucoup de ces écrits inspirés par la rancune anti-jésuite ou par le désir de faire sa cour au gouvernement ont dû demeurer manuscrits: ainsi ce factum de Clavijo y Fajardo intitulé *Los jesuitas reos de lesamajestad divina y humana*.⁹ En voici quelques autres de notre récolte.

Si l'ordre d'expulsion prétendait bâillonner qui s'aviserait de prendre la plume aussi bien pour défendre que pour accabler les bannis, les documents conservés dans les archives espagnoles nous invitent à nuancer les choses: tout ce qui de près ou de loin faisait penser aux jésuites ne fut pas systématiquement arrêté par la censure. Si en 1769 les Pères de l'Oratoire de Madrid se montrent intraitables pour une traduction du français présentée par Antonio de Torres: *Medios de remediar*

⁶ *A todos los fieles de esta nuestra diócesis*, Santiago de Compostela 1774. Texte repris dans la collection de pastorales d'Armañá, 2 vols., Tarragone, 1794 (A. P. – 1 n° 2562).

⁷ A. P. – 6 n° 498: *Retrato de los jesuitas formado al natural por los más sabios y más ilustres católicos. Juicio hecho de los jesuitas, autorizado con auténticos e innegables testimonios desde el año 1540 hasta el de 1650*. A Madrid, en 1768, l'œuvre n'eut pas moins de deux éditions: chez les imprimeurs Ramírez et Sánchez.

⁸ A. P. – 4 n° 3494.

⁹ A. P. – 2 n° 3132.

los abusos introducidos en las órdenes monásticas,¹⁰ c'est qu'il s'agirait d'un horrible papier anticlérical tout juste bon, à en croire le censeur, à scandaliser les gens qui, tels les hérétiques, confondent les pures doctrines de la religion avec les agissements de certains religieux. Mais d'autres écrits – plus ciblés – voient alors le jour. Une traduction du français est à ce moment-là (1769) approuvée par ces mêmes censeurs: elle est signée de Joaquín de Sotomayor y Lamas, un “seigneur” de Galice, et elle s'intitule carrément: *Inutilidad de los jesuitas demostrada a los obispos de Francia*,¹¹ tandis qu'en 1773 l'éditeur Manuel Martín est autorisé, au prix de légères retouches, à donner une adaptation de l'italien due au zèle d'un carme chaussé, Fr. Bernardo Regidor, et intitulée de façon limpide *Reglas de las costumbres contra las falsas máximas de la moral relajada*.¹²

En 1768 est ouvert le volumineux dossier de Pedro Carrillo. Ce chanoine de Baza avait soutenu simultanément des conclusions contre le régicide et le tyrannicide, et composé un livre intitulé *Regicidio y tiranicidio impugnados*. Les 51 conclusions devaient être lues en l'église de Baza pour faciliter l'intelligence de la cédula antijésuite du 23 mai 1767. Le délégué à la Librairie de Grenade ne se risque pas à autoriser un sujet pareillement sensible et transmet au Directeur Curiel qui, sans balancer, fait saisir par le corrégidor de Baza tous les exemplaires existants. Une *Breve instrucción para confesores sobre la bula 'In cæna Domini'* subit un sort semblable. L'auteur se tourne alors vers Campomanes et Aranda. Le fiscal ne laisse pas passer l'occasion de se déchaîner contre la “doctrine sanguinaire” et de crier bravo à Carrillo. Une censure minutieuse n'en est pas moins prescrite. Aranda la confie à Juan de Aravaca, anti-curialiste décidé, qui se livre à une analyse de Saint Thomas sur le point du régicide; insistant sur l'extrême gravité des sujets débattus dans ces conclusions, il recommande la plus grande

¹⁰ A. H. N. – C. 5530-18. Le manuscrit figure au dossier avec l'original français: *Moyens / pour remédier aux abus intro / duits dans les Ordres monasti / ques et y établir la Discipline, / la Régularité et le bon ordre / adressés à Nosseigneurs de la / Commission établie par Sa Majesté pour en connaître. En France en 1767.*

¹¹ A. H. N. – C. 5530-43. “No sé si se publicó”, note Aguilar Piñal.

¹² A. H. N. – C. 5534-29. Pourtant les dominicains du Colegio de Santo Tomás y avaient relevé force inexactitudes.

discrétion en la matière. Campomanes ne le suit pas: pour lui ce que Carrillo a écrit mérite d'être "retenu" et même "étendu".

La position du censeur comme celle du fiscal montrent bien le flottement qui, en dépit de la rigueur de la pragmatique, va subsister dans ce domaine pendant la période éclairée. Le *Juez de Imprentas* Curiel, suspecté de faiblesses jésuitiques, a si peu la confiance du président et du procureur du Conseil que, lorsque cette même année 1768 la *Compañía de Impresores y Libreros* demande à rééditer les fameux et classiques catéchismes des Pères Astete et Ripalda, il se voit intimer l'ordre de ne plus autoriser désormais la réimpression d'œuvres de jésuites qu'il n'ait obtenu de la *Sala de Gobierno* du Conseil la permission expresse de le faire.

Les livres des jésuites frappés d'ostracisme sont interdits des presses espagnoles

Au printemps 1767 les ouvrages et manuels que les jésuites avaient produits furent bannis de l'enseignement des universités. Dès lors ceux qui en Espagne veulent publier ou seulement réimprimer les œuvres d'auteurs de la Compagnie, espagnols ou étrangers, connaissent mille difficultés. Les exemples sont légion au cours des décennies suivant l'expulsion. Voyons quelques exemples.

En 1771 le libraire Guzmán manifeste le désir de rééditer la traduction que le Père Isla avait procurée du *Compendio de la Historia de España* par le Père Duchesne; mais l'œuvre est dénoncée par l'avocat Jonsansoro à cause d'une dédicace favorable à l'Archiduc – donc hostile à Philippe V – et surtout en raison de certains traits d'esprit prodigués au passage par le jésuite espagnol, une forte tête qui se permet de commenter ironiquement un impôt national, l'*alcabala*.¹³ Les fiscales du Conseil de Castille jugent l'affaire assez sérieuse pour exiger l'examen attentif de l'Académie de l'Histoire; elle ne fut pas avare de reproches. Alors que cette adaptation était parue à Madrid en 1759 sans

¹³ "Voz árábica en la significación y en el sonido, y se puede decir que al retirarse de España los mahometanos aunque se llevaron consigo los alfanjes dejaron en ella para su destrucción este cuchillo" (A. H. N. – C. 5530-4).

problème (l'édition *princeps* en avait été faite à Anvers en 1754), pour pouvoir la redonner dans la péninsule au début des années 1770, il fallut sévèrement l'expurger.

Ce qui fleurait les polémiques anciennes, notamment celles qui avaient opposé jésuites et jansénistes, n'avait aucune chance de sortir des presses espagnoles. L'ex-jésuite Agustín Abad crut pouvoir publier dans son pays *Anatomía politico-cristiana que en las obras de Justino Febronio descubre y manifiesta su espíritu antimonárquico destructivo de toda monarquía, y las particulares injurias que Febronio hace a la Española*. Ce manuscrit aurait même commencé à être imprimé, mais les autorités l'interdirent.¹⁴ Dans un autre registre, le *Paralelo de las costumbres de este siglo con las máximas del Evangelio*, ouvrage du Père Croisset, mis en espagnol par Joaquín Castelot, fut cloué au pilori pour ses sympathies jésuitiques.¹⁵ Le Père Patricio Galván S. J. avait, quant à lui, traduit du français et publié des *Cartas edificantes y curiosas escritas de las misiones extranjerías por algunos misioneros de la Compañía*. Le Juez de Imprentas, conseiller de Castille préposé à la Direction de la Librairie, Juan Curiel, a autorisé la réimpression; mais le 17 avril 1767 ordre est donné de surseoir à cette réédition; l'ouvrage est soumis alors à l'Académie de l'Histoire, qui s'empresse d'y découvrir des "especies nocivas", notamment des "nouvelles et expressions qui ne sauraient être conciliables ni avec notre actuel système de gouvernement ni avec la pureté de la religion et de la discipline ecclésiastique". L'œuvre ne serait qu'un ramassis de matériaux destinés à former l'apologie de ces missionnaires et de tout leur ordre (alors que les invectives contre les autres religieux y foisonnent); elle ne manquera pas d'inspirer au lecteur – qu'il soit naïf ou prévenu – des pensées séditieuses, fort peu favorables aux sages mesures de S. M.¹⁶ Il importe

¹⁴ A. P. – 1 n° 6 (renseignement tiré de l'ouvrage d'Uriarte).

¹⁵ L'auteur y louait, au dire de ses censeurs, "con error y superstición a los jesuitas y a sus aliados. Toda la obra está sembrada de sátiras contra los que se oponían a la doctrina y máximas de la Compañía" (Serrano y Sanz, "El Consejo de Castilla y la censura de libros en el siglo XVIII", *Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos*, XV, p. 389).

¹⁶ "Se debe precaver este perjuicio, assurent les censeurs, y creemos que se quebrantaría la pragmática sanción de 2 de abril de 1767 si hoy se publicase una colección de los trabajos, persecuciones y servicios que en dichas cartas se afirman hechos por aquellos misioneros" (A. H. N. – C. 5529-15).

donc d'expurger tout ce qui est commentaire flatteur pour une congrégation proscrite et de ne laisser paraître que les informations strictement géographiques ou historiques, d'en donner de simples fragments, ou mieux encore de traduire et publier les *Mémoires géographiques, physiques et historiques d'Asie, Afrique et Amérique* (Paris 1767). Le Conseil de Castille entra dans ces vues et refusa la licence à la traduction de Galván.¹⁷

Cependant il est des cas où le Conseil et ses censeurs savent faire le départ entre apologie et érudition, entre écrit partisan et document scientifique. Ainsi en 1786 le libraire Plácido Barco López est-il autorisé non plus à imprimer mais à importer de l'étranger *Fasti novi orbi et ordinationum apostolicarum ad Indias pertinentium breviarium*, par le Père Morelli, Venise 1776, encore que l'Académie de l'Histoire, censeur-né en la matière en tant que "chroniqueur des Indes", ait glissé cette remarque: "Aunque se insertan en ella los breves apostólicos relativos a los misioneros de la extinguida Compañía de Jesús, se hace cargo el autor en el prólogo y manifiesta que los pone para que sirvan a la interpretación de los otros y como buenos documentos".¹⁸

En ces années où tant de traductions fleurissent au sud des Pyrénées, le prêtre Félix de Eguía a voulu lui aussi adapter du français l'oraison funèbre de Benoît XIV, prononcée à Fribourg par le jésuite Mattzell. En 1775, sur avis favorable du curé de la paroisse madrilène de San Justo, Juan López Pinilla, le Conseil lui a octroyé la licence. Cependant une contre-censure de Gaspar Gómez de Cos demandée un peu plus tard par le nouveau Juge de la Librairie, Miguel María de Nava, permet de lever le lièvre. Le deuxième réviseur rappelle en effet que "correr el velo a

¹⁷ Paz, *op. cit.*, n° 862, fait état d'un livre de Fr. Domingo Navarrete contre les missions des jésuites et de la réponse du P. Andrés Lubeli, S. J., intitulée *Tratados históricos políticos, éticos y religiosos de la Monarquía de China*, Madrid, Imprenta Real, 12 p., qui en 1776 est censurée par l'Inquisition.

¹⁸ A. H. N. – C. 5552-19. Dans la préface l'éditeur avait pris soin de "curarse en salud", comme dit le castillan. D'autre part, nous savons que, si les impressions péninsulaires étaient méticuleusement épluchées, les importations de livres jouissaient d'une tolérance bien relative. Notons aussi qu'en 1791 fut réimprimé à Barcelone, Gilbert y Tutó, en 2 volumes, l'œuvre du jésuite José Gumilla, *El Orinoco ilustrado* (1^{ères} éd. 1741 et 1745). Cependant le titre précise: Nueva impresión corregida por el Padre Ignacio Obregón de los clérigos menores (A. P. – 4 n° 2650).

estos acontecimientos (l'extinction de la Compagnie) es contravenir abiertamente a la pragmática sanción [que manda] se sepulte en el mausoleo del más profundo silencio esta materia". Jamais de la vie lui-même n'aurait approuvé une semblable oraison tout juste bonne à échauffer encore les têtes faibles et à fournir une nouvelle pâture aux esprits partisans. Les fiscales du Conseil donnent alors libre cours à leur colère: le premier censeur a manqué à la confiance que le Conseil lui avait faite, et même à la simple fidélité monarchique. Il a commencé par reprocher à Eguía sa traduction infidèle, alors que ce dernier avait pris soin d'expurger la première partie de l'oraison du jésuite et de supprimer carrément la deuxième (une satire claire et manifeste tendant à montrer que le pape Clément XIV s'était montré timoré et n'avait agi que contraint et forcé)? Ce López Pinilla étant allé jusqu'à exiger inconsiderément la fidélité à l'original français, c'est alors qu'Eguía, reprenant son texte, a dû donner une version intégrale de Mattzell. Aussi l'imprimeur Ibarra a-t-il été conduit à tirer généreusement – pas moins de 3 000 exemplaires! – un texte qui sous cette forme ne peut avoir que de graves conséquences ("por haber aún muchos poseídos de igual capricho que el Doctor Pinilla, el cual procuró fomentarle por un medio tan criminoso", commentent les fiscales amers).¹⁹ Le Conseil est même invité à sévir contre l'infâme Pinilla. Le 31 mai 1776 il fit connaître son mécontentement, mais n'infligea au censeur négligent ou partisan que cent ducats d'amende au lieu des deux cents demandés. Les libraires du royaume sont aussitôt informés qu'ils ne devront plus désormais débiter l'ouvrage ni en castillan ni en aucune autre langue.

Les jésuites exilés et tout ce qui les touche s'étaient donc retrouvés soudain mis sous le boisseau. Cependant l'autorité n'eut pas trop à tempêter contre eux pendant les vingt ans qui séparent leur expulsion de la fin du règne de Charles III, car apparemment ses sujets se le tinrent pour dit: un silence plus ou moins épais se fit autour de ces écrits. À quelques exceptions près cependant: en 1778 Blas Román voulait

¹⁹ "Esta infidelidad y abuso de la confianza merece la más seria demostración. El Consejo no puede examinar por sí las obras que se pretenden dar al público ni tampoco los fiscales. Es indispensable hacer confianza a los censores y si éstos faltan a ella se pueden seguir los mayores perjuicios." Il faut saisir tous les manuscrits et tous les livres qui ont été confiés à Pinilla; non seulement il ne recevra plus de mission, mais il doit être mis à l'amende (A. H. N. – C. 5537-103).

réimprimer *Cristiana Reformatión así del pecador como del virtuoso*, par le Père Francisco de Castro S. J. Le chapitre de San Isidro (Juan Francisco Nicolás y Martín et Juan Rosell) découvre “errores manifiestos y opiniones laxas” dans un livre, à leur gré, pétri d’ignorance et indigne des presses: sur le point crucial de la fréquente communion la doctrine est même réputée “laxísima” et contraire en tout point à celle des Saints Pères et des docteurs de l’Eglise; l’usage qui y est fait des philosophes “gentils” est taxé d’“indiscret” et le style ne trouve pas davantage grâce aux yeux des censeurs. Le 14 janvier 1779, le Conseil n’eut qu’à classer.²⁰

En 1786 Pascual López, un autre libraire madrilène, fait part de son intention de remettre sous presse *La juventud triunfante representada en las fiestas con que celebró el Colegio de la Compañía de Jesús de Salamanca la canonización de san Luis Gonzaga y san Estanislao de Koska*, Valencia 1750. “Une simple curiosité plutôt qu’un livre important”, tranche d’entrée le fiscal. Le Conseil consulte cependant, à propos de l’œuvre et de son titre, la *Junta de Recopilación*, une commission chargée de donner au royaume un code civil. Lardizábal, comme on pouvait s’y attendre, signe au nom de ses collègues un rapport peu indulgent et bien dans la ligne “régaliste”: si maintenant on se mettait à répandre ces éloges dithyrambiques à l’adresse de la Compagnie, alors que des cédulas ont récemment été prises contre l’enseignement de leurs doctrines, le public serait en droit de taxer le gouvernement d’inconséquence,²¹ répond-il en substance. *La juventud triunfante* n’eut donc plus qu’à aller alimenter le bûcher littéraire.

En 1781 le jésuite Francisco Gustá avait publié à Florence une *Vita* du Marquis de Pombal, dont l’entrée en Espagne dans sa traduction française fut tolérée en dépit d’une censure sévère de Jovellanos. Pourtant quand, en 1787, un adaptateur péninsulaire, un certain Manuel Bazo Ibáñez de Tejada, sévillan, s’avise de la traduire en castillan, l’Académie

²⁰ A. H. N. – C. 5542-40.

²¹ “No le parece a la Junta regular ni corresponde que al mismo tiempo que se publiquen en el cuerpo de las leyes unas providencias por las cuales se proscriben enteramente la escuela y doctrina jesuítica se reimprima con licencia del gobierno una obra llena toda de excesivos elogios de esta misma escuela y doctrina proscribida por las leyes, hasta declararla no sólo por la más gloriosa y triunfante entre las demás sino también por canonizada” (A. H. N. – C. 5552-38).

de l'Histoire, et notamment le Père Banqueri qui a vu le tome II traitant de l'expulsion des jésuites, n'ont pas grand mal à montrer à quel point l'auteur (anonyme) se montre passionné et partial. Le Conseil au lieu de prendre sur le champ une décision claire se borne à transmettre le dossier au rapporteur, ce qui équivaut à enterrer l'affaire.²²

En 1790 l'abbé José Petisco est couvert d'éloges par le censeur de la Vicairerie pour son œuvre *Vida del Venerable Siervo de Dios el Hermano Antonio Bermejo*. Par contre elle est sévèrement jugée par les PP. Uragal et Villodas, professeurs à l'Université de Valladolid, qui la revoient pour le compte de l'évêque de la ville: ce Petisco, rappellent-ils, est un ancien membre de la Compagnie résidant à Bologne, et à ce titre il apparaît bien dépourvu d'impartialité, mais plutôt friand de "nouvelles intempestives", "arbitraires". Par exemple: selon lui le Vénérable dont il trace le portrait faisait les exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola, et se retirait à cet effet dans un collège de la Compagnie; à l'Hôpital de Nava del Rey qu'il avait fondé, on pratiquait aussi les exercices du saint jésuite. L'auteur ne s'étend sur ces prétendues dévotions que pour faire de cette "Vie" un panégyrique pro-jésuite, parfaitement inopportun à ce jour. Au prétexte que cela nuirait à la cause de la béatification du Vénérable, il faut absolument empêcher Petisco et ses pareils d'imprimer jamais une ligne sur la question, concluent sans broncher les deux mercédares de Valladolid.²³

Répression à l'égard de la "littérature" jésuite

Victimes d'une censure préalable particulièrement vigilante, les œuvres signées des pères jésuites espagnols eurent le plus grand mal à être imprimées ou réimprimées dans leur pays. Bien plus, à quelques exceptions près comme pour la "Vie" de Pombal par Gustá, le roi et le Conseil prirent aussi et de façon réitérée des mesures ponctuelles contre tel ou tel titre imprimé à l'étranger et cherchant à s'introduire plus ou

²² A. H. N. – C. 5553-114. Sur ce point voir L. Domergue, "Les mémoires du Marquis de Pombal et leur réception dans l'Espagne des Lumières", *Pombal revisitado*, vol. I, Lisboa 1984, pp. 285-306. Il semble que Gustá ne publia aucune de ses œuvres en espagnol.

²³ A. H. N. – C. 5556-4.

moins subrepticement dans le royaume. Cette tâche de répression incombait tout particulièrement à l'Inquisition, le Conseil de Castille – plus tard en concurrence avec le ministère – se réservant la censure avant impression. De fait, au lendemain de l'expulsion, le Saint-Office reçoit des délations contre ce type d'écrits. Ainsi en 1777 l'œuvre en français contre les jésuites *Problème historique [...]* fut prohibée *in totum*.²⁴

Cependant comme au cours de ces décennies l'Inquisition reste suspecte de faiblesses pro-romaines et pro-jésuites, le gouvernement espagnol frappe sans plus attendre que d'autres le fassent. Ainsi en juin 1772, ordre est lancé de saisir l'œuvre en français intitulée *Histoire impartiale des jésuites*; en mars 1777 on s'en prend à une traduction du français procurée hors du pays: *Carta del obispo de N. en Francia al Cardenal N. en Roma*, Amsterdam 1776; en juillet 1781 c'est au tour d'un livre en italien *Memoria que debe presentarse a S. S.*, et de *Segunda memoria católica*.²⁵

Malgré l'attention de ces argus que sont, en principe du moins, les censeurs du Conseil, il peut se faire que, même quand ils s'impriment sur le territoire national, certains textes aient échappé à leurs ciseaux. On les publie donc et ce n'est qu'après leur diffusion qu'ils sont dénoncés à l'autorité. L'oraison funèbre de Benoît XIV fut bien imprimée en Espagne, mais on ne laissa pas aux libraires le loisir de la débiter. Il en va autrement d'un traité du jésuite Martin Bécán. En 1782, sur censure favorable de la Vicairerie, l'imprimeur Ibarra avait obtenu la licence de réimprimer *Analogia Veteris ac Novi Testamenti*. Mais voilà que le 26 octobre 1788 l'affaire rebondit. Averti par un délateur dont l'identité n'est pas révélée, Campomanes, gouverneur du Conseil de Castille, dit son indignation: Passe encore pour la tolérance de la Vicairerie! Mais il y a plus grave: le mardi 8 octobre 1788, la *Gaceta de Madrid* a publié un entrefilet à la gloire de cet auteur, ce qui n'a pas manqué de susciter les plaintes. Campomanes souligne les graves inconvénients qu'il y a à insérer dans la *Gaceta* ce genre de publicité sans même en avertir le Conseil ou le *Juez de Imprentas*. Rivero, Juge par interim, est consulté, car le dénonciateur avait estimé excessifs et

²⁴ Paz, *op. cit.*, n° 863.

²⁵ Novísima Recopilación, VIII, XVIII, lois 6, 7 et 8, respectivement.

dangereux ces éloges (“doctísimo teólogo”, “sabio”, “merece lugar distinguido”), qu’il suppose aveuglément copiés de quelque “auteur prolétaire et vulgaire”, l’ouvrage de Bécán lui paraissant loin d’être impeccable. Rivero s’en tire en alléguant que les annonces sont directement portées au journal qui, sous couvert de la Secrétairerie d’État, les transmet à l’Imprimerie Royale, sans que le Conseil ou lui-même soit tenu au courant. Le Gouverneur juge que le Conseil devrait faire réexaminer le livre, assurant que, tant que les impressions relèveront de plusieurs instances et non pas d’une *Mesa censoria* unique, il faudra s’attendre à ce genre d’abus. Cependant on ne fit rien et le dossier alla s’enliser chez le rapporteur avant d’être définitivement classé en 1803.

On voit qu’à la fin du règne de Charles III les jésuites ont conservé dans la place des ennemis particulièrement virulents. Le délateur de l’ouvrage de Bécán rappelle que l’auteur “fue uno de los más acérrimos defensores y propagadores de la doctrina del regicidio y tiranicidio, de la de la potestad de los papas para destronar a los reyes y absolver a los vasallos del juramento de fidelidad con las consecuencias perniciosas que de semejantes dogmas fluyen naturalmente y saben deducir los fanáticos ultramontanistas, enemigos de las supremas potestades temporales, con el hipócrita pretexto de ensalzar la religión y los privilegios y derechos de los papas”. Il n’omet pas de mentionner que cet ultramontanisme a conduit le Parlement de Paris à faire brûler une des œuvres de Bécán en Place de Grève en 1762. Sa *Controversia anglicana de potestate Regis et Pontificis*, Mayence 1612, fut même frappée par le Souverain Pontife, c’est tout dire! Si l’opuscule réédité à Madrid peut sembler plus bénin, c’est que le venin y est plus sournois même après que le perfide chapitre VIII a été retranché. Ce pur moliniste, cet ennemi juré de saint Augustin, ce maître de première classe en “cavilaciones escolásticas” serait amplement diffusé en Espagne! Notre anti-jésuite patenté ne trouvant pas grand-chose à reprocher précisément à l’*Analogia*, il préfère rappeler que depuis vingt ans le gouvernement a toujours fait la chasse à cette école: le décret du 15 mai 1767 proscrit de tout enseignement officiel les doctrines du régicide; l’instruction du 27 avril 1772 fixe les précautions à prendre avec les livres et les bibliothèques laissés par les *expulsos*; enfin à la suite de l’affaire du

bachelier Ochoa, la cédule du 6 septembre 1770 a exigé des universitaires le serment de défendre les régales.²⁶

Quand en 1790 le *Diario de Madrid* insère le texte de la *Carta del caballero Villegas, Consejero del Supremo Consejo de Brabante al abate Feller*, Floridablanca intervient auprès de l'Inquisiteur afin qu'il fasse saisir ce numéro daté du 15 avril, ainsi que tous ceux qui pourraient s'avérer également préjudiciables. Le gouvernement prit de son côté une *real provisión* portant interdiction de cette "lettre" injurieuse à Clément XIV et à son bref de 1773 relatif à l'extinction de la Compagnie.²⁷

Les jésuites proscrits en Italie écrivent et à l'occasion publient en Espagne

Parmi les 3 000 jésuites frappés par le décret d'expulsion, beaucoup n'avaient pas l'étoffe des héros ni des martyrs ; aussi certains en se sécularisant (ou les novices en renonçant à intégrer la Compagnie) cessèrent-ils de leur plein gré de faire partie d'un ordre aussi cruellement flagellé. D'autres tentèrent de se faire oublier, dans un premier temps du moins, organisant tant bien que mal leur existence de proscrits et beaucoup qui avaient publié dans leur pays avant 1767 ne firent plus rien paraître du jour où ils furent reclus en Italie. Ce n'est qu'après plusieurs lustres que certains se décident à se tourner à nouveau vers le Gouvernement de Madrid qui les avait persécutés mais qui continuait à les nourrir, pour obtenir en reconnaissance de leurs mérites "littéraires" une aide matérielle renforcée.

Il y en eut que leur prestige et leur tempérament condamnaient d'entrée à une attitude moins soumise. Le prototype de ces hommes en colère est sans doute le Père Isla dont on sait que, malgré son âge, il consacra la quinzaine d'années qui lui restait à vivre à un fervent militantisme projésuite, se faisant l'âme et la plume de la résistance ; un mot espagnol traduit sa démarche : "vindicación", à la fois plaidoyer et vengeance, réponse bien sentie aux ennemis de son ordre responsables

²⁶ A. H. N. – C. 5546-154.

²⁷ Paz, *op. cit.*, n° 865.

de ses infortunes. Contre ces derniers, qu'ils soient des politiques ou des religieux (Campomanes, ou l'archevêque de Burgos Rodríguez de Arellano, ténor des prélats antijésuites et dont la virulente pastorale *Doctrina de los expulsos extinguida* était parue en 1768), Isla compose deux interminables *Anatomías*. Il continue aussi sa carrière de traducteur – essentiellement alors de l'italien à l'espagnol – en ayant soin de sélectionner des textes de philojésuites exaltés. Rien de tout cela ne pouvait de si tôt escompter voir le jour dans son pays.²⁸

Ce faisant, le Père Isla incarne bien une figure d'exilé héroïque et donc atypique.

Pourtant son prestige intellectuel et les succès de librairie que lui avait valus, en dépit d'une répression inquisitoriale précoce, la parution de son *Fray Gerundio* firent que le turbulent jésuite fût réédité tout au long du siècle, les imprimeurs d'Espagne ne voulant pas laisser passer l'occasion de gagner de l'argent. Mis à part son roman acide, furent alors remises sous presse ses traductions de Fléchier, de Duchesne ou de Croisset,²⁹ tandis qu'était imprimée pour la première fois son adaptation du roman de Lesage, *Aventuras de Gil Blas*, l'édition princeps de Madrid (1787-1788) étant suivie d'une douzaine d'autres jusqu'à celle de Londres en 1808. Ses œuvres originales aussi furent republiées (*Día grande de Navarra*, Madrid 1793 et 1804) ou publiées à titre posthume (*Reflexiones cristianas sobre las grandes verdades de la fe*, Madrid 1785 et 1798); pour ce dernier titre la licence d'impression fut accordée à la sœur du jésuite,³⁰ ainsi que pour les 4 volumes des *Cartas familiares a su hermano* (Madrid 1785-1786, rééditées en 6 volumes entre 1789 et

²⁸ De son adaptation du latin de l'œuvre française du jésuite Sauvage, *Réalité du Project de Bourg-Fontaine*, le Père Luengo disait quelques années plus tard que cette traduction "la más bella que hizo en su vida [...], en el día estará en Madrid bien guardada para una ocasión oportuna en que se pueda escribir con libertad contra los jansenistas ¿quién sabe cuándo llegará ésta?" (Giménez López et Martínez Gomis, "El Padre Isla en Italia", *Expulsión y exilio de los jesuitas españoles*, Universidad de Alicante 1997, pp. 347-360).

²⁹ Fléchier, *El héroe español. Historia del emperador Theodosio el Grande* (1^{ère} éd. Madrid 1731) fut réédité à Madrid, par Escribano en 1783. *Compendio de la Historia de España* (cette œuvre tirée du Père Duchesne qui avait eu 4 éditions avant 1767, en eut 13 après cette date à Madrid, Barcelone, Alcalá). Croisset, *Año Cristiano*, eut les honneurs de l'Imprenta Real en 1804.

³⁰ A. H. N. – C. 5548-39.

1794), ou encore un volume de *Obras literarias*, publié à Madrid par Pantaleón Aznar en 1790 et réédité en 1797.

Cependant une fois qu'en 1773 fut arrachée au pape l'extinction de la Compagnie de Jésus, peu à peu la rage antijésuite va s'apaiser en Espagne. Le 10 mai 1785 le comte d'Aranda qui avait été conduit à mettre en place l'expulsion, n'écrit-il pas depuis Paris où il est l'ambassadeur de Charles III, à Floridablanca, secrétaire d'État et artisan de l'extinction: "Aseguro a V. E. que, ya extinto el instituto loyalista, yo tendría por mejor el dejar volver los expulsos; que se retirasen a sus familias los que quisieren; que se quedasen en Italia los que no tenían-dolas prefiriesen concluir sus días en aquel clima, ya habituados a él; y que cuantos hubiese de mérito, los emplease el Rey en la enseñanza y en escribir sobre buenas letras y ciencias, más que los hiciesen canónigos y deanes, siendo dignos [...]" Le ministre serait, à l'en croire, d'accord sur ce point, mais le Roi, étant bien plus tranquille depuis leur départ, s'y oppose; il reste qu'en haut lieu, toujours selon Floridablanca, les livres que les jésuites publient sont si appréciés que l'on souhaite les voir réimprimés en Espagne et récompenser les auteurs en doublant leur pension.³¹

Et c'est bien ce qui s'est produit, notamment à partir des années 1780.³² Les exemples ne manquent pas. Citons celui du Père Francisco Pla, un catalan faiseur de projets destinés à plaire à Floridablanca. Au début des années 1780, le "prêtre" Francisco Pla y Ferrusola demande à Floridablanca de pouvoir vendre en Espagne ses *Lecciones políticas* imprimées à Gênes en italien. En 1782, à l'occasion du siège de Gibraltar, il lui fait remettre une *Disertación sobre el dominio del Mar* qu'il se propose également de publier; le ministre se contente de le remercier. L'année suivante il lui offre le tome 1 de ses *Lezioni di Politica* publié à Gênes et dédié au "Doge" de la ville; Floridablanca se propose de le parcourir; deux autres tomes vont suivre en 1784 et 1786.

³¹ Ferrer del Río, *Historia del reinado de Carlos III en España*, Madrid, t. 4, pp. 39-41.

³² Malgré la "littérature torrentielle" qui touche les jésuites espagnols, il manque encore un bibliographie spécialisée de leur production (même si l'*opus magnum* d'Aguilar Piñal, que nous avons utilisé, fournit les principaux éléments pour l'établir) et un état des secours et pensions accordés par le gouvernement espagnol aux proscrits (les archives de Madrid et de Simancas renferment les données).

Pla demande, d'abord de façon discrète, une aide; mais jusqu'en 1784 il ne reçoit que de bonnes paroles; au moment de publier le dernier tome en février 1785, il gémit, plus clairement cette fois, sur la faiblesse de ses moyens (il n'a qu'une pension simple). Or comme à Madrid on reconnaît que "ses travaux littéraires font qu'il mérite les bénignes effets de la clémence de S. M.", on lui accorde "en attendant" (*por ahora*) une aide de 3 000 réaux. Enfin, au reçu du tome 3 et à l'annonce des suivants ("Religión y educación de los pueblos"; "Razón de Estado"), Floridablanca se laisse attendrir: il lui accorde la double pension si attendue. Pour le remercier Pla adresse, le 12 juin 1786, à son protecteur un *Plan de la Población general de España* qu'il aurait eu dans ses tiroirs depuis 1775.³³ En 1798 désirant à nouveau introduire en Espagne ses *Lezioni*, il écrit au ministre Urquijo qui le renvoie devant le Conseil; en 1804 il adressera la même requête à son successeur Cevallos qui le priera³⁴ simplement de lui communiquer l'œuvre.

Tous les jésuites ne sont pas aussi chanceux. Antonio López Alarcón envoie au puissant Floridablanca cette même année 1787 un de ses projets prétendument réformistes intitulé *Sueño de Ganímedes*: ce texte à tiroirs (Ganímedes = Floridablanca), dont sourit ("una especie de novela alegórica para el gobierno de España") Nicolás de Azara, le chargé d'affaires à Rome qui sert souvent d'intermédiaire entre les jésuites en déroute et le Cabinet de Madrid, est resté manuscrit, un gratte-papier du ministère s'étant borné à griffonner: "Dice el Gefé que se guarde y dexe así".³⁵

³³ Jesús Pradells Nadal, "Francisco Pla: un ex-jesuita proyectista en la España del siglo XVIII", in Enrique Giménez López (ed.), *Expulsión y exilio*, *op. cit.*, pp. 361-380.

³⁴ A. H. N. – Estado (= E.) 3245-28.

³⁵ Pourtant l'auteur avait dès le titre pris ses précautions pour plaire au ministre. Afin de faire moderne et éclairé ce songe était "para el uso de las Sociedades Patrióticas Económicas del Reyno de España" et l'on sait à quel point ces sociétés jouissaient de l'appui du gouvernement. Quant à l'auteur, il se présentait comme étant "el abate (vague appellation qu'avait dû adopter les jésuites après l'extinction de la Compagnie) Antonio López Alarcón, pensionista de S. M. Católica". Comment le ministre ne regarderait-il pas avec intérêt un homme qui avait la protection du roi? Cayetano Mas Galván, "Proyectos reformistas de los jesuitas exiliados: el 'Sueño de Ganímedes' de Antonio López Alarcón (1787)", in *Expulsión y exilio*, *op. cit.*, pp. 305-318.

Le roi Charles IV protège les écrivains jésuites

Quand les années ont passé, les jésuites ne font plus autant peur aux autorités espagnoles, même si, l'*odium theologicum* étant plus que tout autre redoutable et tenace, il se trouve toujours dans le royaume des laïcs et surtout des religieux qui leur sont franchement hostiles. Les jésuites proscrits souhaitent ardemment publier leurs œuvres dans leur pays. Il leur suffirait pour satisfaire ce souci légitime d'obtenir, comme le commun des sujets de Sa Majesté Catholique, la licence du Conseil de Castille. Mais ce qui, dans ces entreprises littéraires où ils se lancent résolument, intéresse ces sujets bien particuliers, c'est, tout autant que d'instruire leurs compatriotes, de se faire remarquer en bien par le gouvernement. Aussi c'est au premier ministre (ils en ont d'ailleurs l'obligation légale) qu'ils ne manquent pas de s'adresser. Ils le font d'autant plus volontiers que, en ce qui les concerne, c'est le premier Secrétaire d'État et lui seul qui tient les cordons de la bourse et qui peut accorder ou non la double, voire la triple pension si convoitée. C'est donc surtout Floridablanca après 1776 et Godoy après 1792 qui sont sollicités d'Italie, plus souvent en tout cas que le comte d'Aranda qui ne reste en poste que quelque 9 mois en 1792.

Les années 1790 (apaisement des passions anti-jésuitiques, union sacrée contre la Révolution française) voient une nette augmentation des recours des jésuites auprès du roi d'Espagne. Antonio García a traduit en italien le poème *La Música* de Tomás de Iriarte. C'est par l'intermédiaire de l'ambassadeur à Venise, Simón de las Casas, qu'il s'adresse à Floridablanca le 16 avril 1790. Casas annonce aussi que son protégé termine la traduction du poème en italien de Luis Alemanni "de la Cultivación".³⁶ Concernant l'adaptation d'Iriarte, la réponse de

³⁶ "[...] como poema es quizá el más acabado de Italia y tan superior al Ariosto y al Tasso como lo es Virgilio en la Eneida. Reúne en sí los más clásicos preceptos del arte que dictaron sus legisladores antiguos: Hesiodo, Catón, Varrón, Plinio, Columella, Rutilio, Palladio y otros, y los acomoda de modo a la agricultura moderna que se deja entender del más rudo, no perdiendo jamás de vista la materia en los episodios y dando tal cuerpo a las menudencias que interesan como a las cosas más grandes. Se sirve García en la traducción del mismo metro endecasílabo del original sin consonante ni asonante a fin de acreditar en España un metro que ha dado tanto crédito a la lengua y poesía italiana que se parece mucho al exámetro griego y latino y que lo que le falta de consonancia lo suple con armonía, poesía, hermosura y

Madrid est sèche mais logique: “No se puede aceptar sin ver la obra ni menos aceptarla para S. M.”

Antonio Pinazo, résidant à Mantoue, envoie à Godoy en 1792 ce qu’il dit être “una obrita italiana”. Il est vrai qu’il est temps pour lui de justifier la générosité du roi (“goza ya, aprend-on, de una segunda pensión por otras obritas ya estampadas”).³⁷

Toujours en 1792 le jésuite Onofre Prat de Saba vivant à Bologne a demandé à Capelletti de transmettre un poème au Cabinet de Madrid: il a déjà composé un *Pelajus* pour le couronnement du roi et un *Ramirus* dont il a fait l’hommage à la Reine; à présent il veut offrir un *Ferdinandus* au Prince des Asturies.

Godoy reçoit en 1793 de l’ex-jésuite Demetrio Sanna un livre publié par ses soins contre le synode de Pistoia. Sans doute pensait-il plaire au favori.³⁸ Même zèle manifesté cette même année par Mariano Pérez de Hecho qui depuis Ferrare fait remettre au ministre un sien livre, sans doute une traduction. On l’en remercie.³⁹

De Bologne José Capelletti recommande également à Godoy l’ex-jésuite Juan de Osuna: il lui transmet l’oraison prononcée à Cesena par Osuna pour le “triduo” qu’y ont célébré les ex-jésuites espagnols.

L’auteur s’était déjà signalé en présentant au ministère un *Jornal literario* en deux tomes imprimés en italien.⁴⁰ Au même moment Matías Rueda y León fait connaître ses propres travaux: il s’agit de deux grammaires, l’une française à l’usage des Espagnols, l’autre espagnole à l’usage des Français. En 1801 il relance le ministère à propos de sa grammaire française qu’il veut éditer à présent en France; il rappelle que l’ouvrage a obtenu en Espagne la licence d’impression après censure favorable de Juan Antonio Piferrer. Après une première saisie de lots à

brillantez. Alemanni dedicó su poema a Francisco 1º de Francia, García lo ofrece a Carlos IV de España. Este piensa poner al frente del poema una disertación agraria, popular e inteligible, lisonjeándose con esto de ofrecer a su patria no sólo un poema acabado que podrá tener bastante influjo en el buen gusto poético sino también un arte labrantil amena y gustosa” (A. H. N. – E. 3239-7).

³⁷ A. H. N. – E. 3245-26 (Batllori, *La cultura hispano-italiana de los jesuitas expulsos. Españoles-Hispanoamericanos-Filipinos (1767 - 1814)*, Madrid: Gredos 1966, pp. 499-500).

³⁸ A. H. N. – E. 3247-15.

³⁹ A. H. N. – E. 3245-22.

⁴⁰ A. H. N. – E. 3244-8.

Barcelone, on lui permet, sur rapport du conseiller de Castille Hermida, de l'introduire en Espagne pour la vente.⁴¹

Cette même année 1793 où le Cabinet de Madrid reçoit une belle avalanche de demandes émanant des jésuites, Nicolas de Laguna, résident à Rome, se manifeste à son tour; il rappelle qu'il a traduit les Pastorales de l'archevêque de La Plata et joint pour le roi ses autres œuvres, mentionnant qu'il lui faut faire le maître d'école pour survivre, car personne ne peut vivre avec une "peseta diaria". Il demande donc la double pension. Le Secrétaire d'État le renvoie au Ministre de Gracia y Justicia.⁴²

Francisco Gustá rappelle à son tour que l'année précédente, en 1793, il a fait remettre à Godoy deux "obritas" ayant rapport avec l'état déplorable de la France; il en fait passer une troisième par Capelletti: elle a été publiée en italien à Ferrare et constitue un essai critique sur les croisades, qu'il assortit de ce commentaire: "y si sería adaptable a la situación actual de Europa, aunque sea con algunas modificaciones que sin duda se necesitarían". Le commis du ministère éprouve le besoin de noter, tant c'est remarquable: "Nada pide." Godoy n'en est que plus content et le fait remercier.⁴³

Cette année de grande tension franco-espagnole, Gonzalo Hinojosa Adorno fait sa cour au gouvernement de son pays: il a traduit en italien l'œuvre de Jerónimo de Ustáriz: *Teórica y práctica de comercio y de marina* (2 tomes) et fait l'hommage de son travail, rappelant avec une belle fierté nationale: "Es nuestro Ustáriz el Príncipe en las materias del buen gobierno y como tal viene aclamado por todos los políticos economistas de las demás naciones." Il a jugé bon d'y rajouter des notes de son crû où il demande, pour tous les ports espagnols, la liberté de commercer avec le Mexique et le Pérou, l'abolition du "derecho de toneladas" sur les bateaux qui vont d'Espagne aux Indes (ces bateaux

⁴¹ Est joint au dossier un avis favorable de De Sancy: "Comme depuis la Révolution il n'y a plus de censure, ni par conséquent de censeurs, il m'est impossible de vous donner une approbation d'après un mandat." Il reste qu'en France où l'auteur vit il lui sera plus aisé de corriger les épreuves et l'édition se fera plus vite, soit que l'édition coûtera moins cher, soit qu'on y accorde plus facilement des délais (A. H. N. – E. 3246-37).

⁴² A. H. N. – E. 3241-4.

⁴³ A. H. N. – E. 3239-51.

devant être fabriqués en Espagne et l'équipage devant, pour la plus grande gloire de la marine espagnole, être aux 2/3 espagnol, comme devaient être Espagnols le capitaine et le propriétaire).⁴⁴

Lorenzo Hervás y Panduro se signale auprès de Godoy depuis Rome le 22 septembre 1794. Hervás a écrit une critique du *Catecismo de Estado* de Joaquín Lorenzo Villanueva.⁴⁵ Le Ministre de Gracia y Justicia lui ayant fait part le 12 août du "real desagrado" au cas où ce texte serait imprimé en italien, Hervás se défend donc: "Es falso que el suplicante haya escrito tratado alguno para impugnar el dicho catecismo, aunque confiesa estar firmemente persuadido a que se ha fraguado en la oficina del malvado e hipócrita jansenismo." Il est stupide, poursuit-il, d'imaginer qu'il puisse publier en italien et à Rome où Villanueva est parfaitement inconnu et l'ouvrage invendable donc. Mais il doit se défendre des accusations de son rival qui a taxé ses doctrines de révolutionnaires. En avril 1794 il a envoyé, rappelle-t-il, par le biais du Duc de Montemar ses quatre volumes sur la Révolution française, ainsi qu'un traité éthico-politique contre ses principes législatifs.⁴⁶ Plus de cent auteurs ont écrit contre cette Révolution et lui plus que quiconque. Son œuvre quoiqu'encore manuscrite est connue à Madrid et à Rome, où l'un des plus grands écrivains a voulu la voir et se propose de la traduire dès qu'elle aura été publiée en espagnol (il s'agit de Gian Vincenzo Bolgeni, *Problema se i giansenisti siano giacobini*, Roma 1794, 8°). A en croire Hervás on aurait usé à son endroit d'un stratagème: bien qu'il ait été publié dans la *Gaceta de Madrid* que le canal réservé aux instances touchant les jésuites était la Secrétairerie d'État où l'on connaît mieux qu'ailleurs de ce genre d'affaires, ses accusateurs se sont bien gardés de s'adresser à Godoy, ils ont saisi une autre Secrétairerie "para sorprender su justicia con la falta de noticias que en ella podía

⁴⁴ A. H. N. – E. 3240-11.

⁴⁵ En 1793 un autre écrit imprimé à Pampelune chez Rada fut interdit par le gouvernement. Il s'agit de *Descuidos del Doctor J. L. Villanueva, Calificador del Santo Oficio, Capellán Doctoral de S. M. en la Real Capilla de la Encarnación en su obra 'De la lección de la Sagrada Escritura en lenguas vulgares'. Demostrados por el D. Guillermo Díaz de Luceredi* [anagramme de Miguel Elizalde de Urdiroz] (A. H. N. – C. 5560-17).

⁴⁶ Voir L. Domergue, "Un Espagnol dans la croisade anti-révolutionnaire, Lorenzo Hervás y Panduro", in *Philosophie*, XV, 1989, Université de Toulouse-Le Mirail, pp. 17-28.

haber". Alors qu'à Rome il est même dispensé de présenter ses manuscrits à la censure tant est grand son crédit, Hervás rappelle les ennuis que lui ont faits ses ennemis de Madrid lors d'éditions antérieures. La Secrétairerie d'État lui a égaré un tome manuscrit unique qu'il a dû récrire. On a saisi un tome approuvé et imprimé au prétexte que l'impression était "infidèle"; bien pis, au secrétariat du Conseil on a perdu le manuscrit original avec lequel on devait comparer le texte imprimé. Or son œuvre est au-dessus de tout soupçon: la "malignité d'un interprète" n'y a trouvé que le prologue à censurer. Or qu'est-ce que ce prologue? Un index raisonné des chapitres. Alors qu'à Madrid on disposait déjà de l'œuvre, on se contenta de la juger d'après le prologue, sans se reporter au texte lui-même qui n'avait rien de répréhensible. Hervás se défend: pour lui le texte est l'unique interprète de l'index, et non pas le contraire. Il a dû alors faire parvenir de nouveaux manuscrits et assure: "se enmohecen en poder de los revisores que pretenden abismarlos en el aburrimiento del autor". Il a composé en faveur de son prologue une *Respuesta apologética*, mais son fondé de pouvoir n'a même pas osé la présenter à la censure de crainte des calomnies. Hervás demande donc que l'ensemble de ses œuvres soient examinées par l'Inquisiteur Général, ce qui se comprend mieux quand on sait que Manuel Abad y Lasierra qui avait une réputation de janséniste, venait de tomber en disgrâce et avait été remplacé par le Cardinal Lorenzana.

Le secrétaire de Godoy qui examine la plainte du jésuite s'étonne: "A la verdad no es fácil de concebir el motivo de haberse expedido la tal orden por Gracia y Justicia, y mucho menos que se escriba directamente de orden del rey para prohibir a un literato el que impugne una obra particular de otro, amenazándole con castigos, sólo por la suposición de que ha tenido intención de impugnarla. Semejante procedimiento tiene todas las apariencias de violento y poco conforme a las leyes que sólo prohíben las obras contrarias a la religión, a las buenas costumbres y a la tranquilidad del Estado, pero no las impugnaciones de las obras de los literatos, y en ningún caso se meten a juzgar de la intención que uno haya tenido en escribir y dar a luz una impugnación. El Ministro de Gracia y Justicia ha sido sorprendido para comunicar al interesado una orden tan extraña de que acaso no habrá ejemplar sobretodo en un asunto que corresponde directamente a esta Secretaría y cuyo expediente debía estar aquí." D'autant que l'histoire de la Révolution par Hervás est tout à fait orthodoxe. Le ministre de Gracia y Justicia Eugenio Llaguno

s'explique à son tour: le 1^{er} août il a reçu la plainte de Villanueva contre Hervás. Villanueva avait eu la licence de publier et d'insérer une dédicace au roi, du temps de Pedro Acuña, le ministre antérieur, les 15 avril et 7 mai 1793 respectivement. Le tome 1 de l'œuvre d'Hervás, *Historia de la vida del hombre* (Madrid 1789), a été saisi sur ordre de Floridablanca (alors ministre à la fois de Gracia y Justicia et d'État); les dossiers sont conservés au ministère de la Justice avec d'autres concernant les jésuites qui ont sollicité une licence d'impression. Godoy arbitre: Villanueva devra être informé que l'on n'interviendra contre Hervás que si le jésuite attaque son catéchisme, sinon on devra le laisser en paix, car ses écrits méritent la plus grande estime.

Le 12 août 1800 le duc de Montemar intervient auprès du ministre Urquijo en faveur de Hervás qui avait été chargé de sa première éducation: il sollicite une pension pour lui; dans la requête également adressée par le jésuite, alors installé dans son bourg manchois d'Orcajo, il est question d'une subvention pour l'aider à imprimer divers manuscrits; il y fait état de ses mérites littéraires: en particulier deux tomes en castillan sur le très utile institut pour les sourds-muets, dont il démontre qu'il s'agit d'une idée espagnole; lui-même, au débarqué à Barcelone où il a passé quatre jours, a essayé de poser le problème de sa création. Il joint la liste des livres qu'il a fait adresser en Espagne lors de son retour au pays. Urquijo demande à Montemar de lui remettre ces œuvres afin de les faire examiner par Estanislao de Lugo, directeur des Reales Estudios de San Isidro.⁴⁷

En 1795 Antonio Vila ex-jésuite envoie à Godoy depuis Ferrare quelques-unes de ses œuvres, notamment un tome de *Diálogos greco-latinos* et deux de *Orationes latinas*: l'un est dédié au pape, et l'autre aux cardinaux Gonzaga, Garampi et Riminaldi. Il y joint une *Oratio* en latin qu'il souhaite dédier à Godoy, puis imprimer en Italie; elle s'intitule *De inexhaustis Ciceronianae orationis divitiis* et a été lue à l'université de Ferrare pour l'ouverture des cours (on y montre l'utilité de Cicéron pour qui veut pratiquer l'éloquence). Le censeur désigné fut

⁴⁷ A. H. N. – E. 3240-9. Le 21 décembre 1801, de Carthagène où il a dû se replier, Hervás demande que ses manuscrits puissent aller directement de Rome à Madrid par le *Correo Español* (gratuitement donc), car il est sur le point de regagner Rome et pense qu'à Madrid, ce privilège qui lui avait déjà été accordé par le passé, lui est à nouveau reconnu "si los pliegos vienen apertorios".

Rafael de Musquiz, confesseur de la reine Marie-Louise. Comme il se montre enthousiaste, Godoy accepte la dédicace et l'ouvrage pourra voir le jour à Ferrare. Vila en envoie plusieurs exemplaires et Musquiz en réclame un pour sa bibliothèque.⁴⁸

En 1803 Manuel Vidal, ex-jésuite replié à Rome, envoie deux tomes de ses *Entretenimientos filosóficos o Análisis de la Filosofía moderna*: il veut dédier au roi cet ouvrage de physique, à ce qu'il semble. Le Juge de l'Imprimerie chargé de revoir ces tomes se montre favorable: il n'y a rien qui lèse la religion, les mœurs ni les régales; de plus l'œuvre est utile ("se recopila lo más curioso que se sabe en la Física, que es una de las obras que merecen ser fomentadas por lo importante de su objeto y por la escasez que hay de obras originales de esta clase"). Après quelques menues corrections, satisfaction est donc donnée au jésuite.⁴⁹

Evaristo Albites, ex-jésuite et auteur d'ouvrages de médecine, se tourne vers Godoy en 1796; il lui envoie deux exemplaires d'une œuvre publiée par ses soins (un pour le ministre, un pour le roi) et ne manque pas de demander une troisième pension pour ses travaux "littéraires".

En 1798 le roi autorise le retour des jésuites dans la péninsule à condition qu'ils se tiennent éloignés de Madrid; ce ne sera qu'un bref intermède. C'est alors que Pedro García de la Huerta, le frère du dramaturge Vicente, récemment arrivé de Rome, demande à Jovellanos, ministre éphémère des Grâces et de la Justice, l'autorisation de résider à Madrid où il a vécu dans son jeune âge (et où il se trouve de passage chez des parents). Cet "individuo de honor de la Real Academia de San Fernando" est spécialiste de questions esthétiques (il a voulu "repristinar los métodos pictóricos de Zeüsis, Apeles et Protógenes"). Son placet mentionne qu'il a visité toutes les bibliothèques et qu'il est en train de collaborer à la réimpression de Palomino par l'Académie de San Fernando. Pour mener à bien son œuvre littéraire, il lui faut résider à Madrid. Jovellanos s'y oppose fermement. Le 7 juillet 1798 le jésuite revient à la charge: il a fini un petit livre original utile et agréable intitulé *Examen de las líneas de Apeles y Protógenes* et en a bien avancé un autre sur les "Pinturas que llaman del Medio Evo"; il demande la même faveur à la Secrétairerie d'État (Estado), à savoir de pouvoir fréquenter

⁴⁸ A. H. N. – E. 3249-19. Nous donnons à l'Appendice 1 des extraits de sa censure.

⁴⁹ A. H. N. – E. 3249-17.

la bibliothèque de San Fernando et la Bibliothèque Publique de Madrid, sans obtenir de réponse.⁵⁰

En 1799 Angel García, prêtre natif de Medina de Rioseco et résidant à Bologne, présente au ministre son *Historia del Antiguo y Nuevo Testamento*: le Conseil est prié de le faire examiner; après une censure favorable de la Vicairerie de Madrid, ce sont des bénédictins qui sont appelés à donner un avis (Fr. Luis López Lago, Fr. Luis de Represa, Fr. Isidoro González Urria); ils n'y trouvent rien à redire sauf une langue déplorable: García a vécu si longtemps à l'étranger.⁵¹ Il lui faudra donc amender le castillan; après corrections, le Conseil donne sa licence et le 19 février 1801 le ministre d'État signifie à son tour son accord ("como parece").

Conclusion

Au tournant du XVIII^e siècle, mises à part les querelles d'école, le Gouvernement espagnol tolère ou même va jusqu'à encourager certaines productions jésuites. Cette protection de Madrid se traduit de diverses manières: dédicaces au roi⁵², au ministre⁵³ ou au Primat des Espagnes,⁵⁴ éditions à l'Imprenta Real aux frais du gouvernement, ou plus simplement même impressions autorisées sur le sol national. La *Biblioteca*

⁵⁰ A. H. N. – E. 3239-14.

⁵¹ "Apenas se podía creer fuese castellano nuevo, pues se explicaba como pudiera hacerlo un extrangero, haciendo unas trasposiciones, y usando de pies de verso, de expresiones bajas, de palabras que ya no estaban en uso y de otras que nunca lo habían tenido" (A. H. N. – E. 3247-9).

⁵² Dans ce domaine la palme revient à Vicente Alcovero qui a composé des poèmes d'action de grâces à Charles IV pour avoir permis aux jésuites de rentrer en Espagne et dédié au roi sa traduction des Satires d'Horace en vers castillans (A. P. – I n° 708 et 709).

⁵³ Juan Andrés, jésuite expulsé mais privilégié (il a une rubrique dans la "Bible" de Sempere et dès 1780 voit ses œuvres en italien éditées chez Sancha), a pu dédier au puissant Floridablanca bon nombre de ses titres: *Disertación sobre las causas de los pocos progresos que hacen las ciencias en estos tiempos*; *Origen, progresos y estado actual de toda la literatura*; *Cartas familiares*.

⁵⁴ Notons que le jésuite Faustino Arévalo qui cependant n'édite qu'à Rome et en latin dédie la plupart de ses œuvres au Cardinal Lorenzana, archevêque de Tolède, puis Inquisiteur Général.

d'Aguilar Piñal permet, au-delà des grands noms constamment cités (Masdeu, Andrés, Montengón, Hervás), de recenser ce que les jésuites firent paraître dans la Péninsule sous les règnes de Charles III et de Charles IV. Ces œuvres relèvent de divers genres, essentiellement érudits (éditions et traductions des classiques grecs et latins ; ouvrages ethnographiques ou linguistiques, comme ceux d'Hervás y Panduro) et apologétiques (apologies de la religion chrétienne et traductions des Saintes Écritures,⁵⁵ mais aussi apologie, bien dans l'air du temps, de l'Espagne et de son "mérite littéraire" face aux sarcasmes des étrangers, notamment ici des Italiens).

La proscription des jésuites en 1767 devait, avec un court intermède au tournant du siècle, durer presque cinquante ans. Ce demi-siècle vit forcément une évolution dans le sort réservé aux jésuites exilés: après plusieurs lustres de rigueur intraitable, le gouvernement espagnol s'adoucit dans les années 1780 et surtout, avec le changement de monarque, puis d'équipe dirigeante, au cours de la décennie suivante où la bourrasque révolutionnaire secoua le royaume. Il reste que le sort des jésuites dans ces années difficiles dépendaient de bien d'autres choses que de leur volonté propre: un jour tolérés, le lendemain proscrits à nouveau, ils restèrent quelque temps encore les victimes des tribulations de l'Histoire qu'ils avaient en des temps plus fastes faite ou manipulée. Leur exil subventionné par la Couronne espagnole aura été cependant des plus féconds, les conditions étant comme jamais réunies pour les échanges intellectuels et la réflexion, la méditation.

Appendice 1

Censure de Rafael de Musquiz à l'*Oratio* du jésuite Antonio Vila

La repetida y frecuente lectura de esta pieza, mi ansiedad y cuidado en corresponder a la confianza de V. E. cuyos deseos no son de autorizar con su nombre lo que no pida la estampa ni sea útil al público, lejos de molestarme, aumentaron mi complacencia y me llenaron del mayor placer. Tal es la perfección de esta obra, tal su artificio, tal la disposición de sus partes que ni

⁵⁵ On lira en appendice 2 quelques-uns de leurs titres qui s'ajoutent à ceux cités dans le corps de notre étude.

repetida, fastidia, ni examinada y dividida, se nota desproporción ni defectos que censurar sino mucho que imitar, más que aprender, y mucho más que celebrar pudiendo justamente decir con Pablo Manucio que esta obra es tan digna y tan completa que el arte recomienda la materia, al mismo tiempo que la materia recomienda el arte.

Así es, Excmo. Sor., al paso que el objeto de la oración es elogiar la verdadera elocuencia, descubrir sus riquezas, manifestando que Cicerón es el tesoro y manantial más abundante de ellas, la elegancia y facundia del autor, su ingeniosa invención, la solidez de sus pruebas, la gravedad de sus sentencias, la propiedad y amenidad de sus frases, la naturalidad, fluidez y sublimidad de su estilo ensalzan el mismo arte y parecen dar realce a la misma elocuencia. Esta excelencia y dignidad resplandece en la oración de Vila; no es de la clase de aquellas que son un plagio o se contentan y paran en una pura imitación, vicio que reprendió Horacio; no es de aquellas que con aparato de palabras y follaje en su expresión regalan los oídos sin penetrar a la razón; no es de aquellas que aglomeran sentencias tan secas y descarnadas que fatigan y cargan el entendimiento; no en fin de aquellas que están llenas de digresiones, de doctrinas impropias e inconexas con el asunto.

Libre de estos vicios, nada extraño, nada redundante, nada dislocado, nada violento ni monstruoso se halla en esta pieza. Ingenioso Vila en proponer, elige asunto el más propio y útil a su auditorio; sabio en discurrir, no pierde de vista ni se aparta ligeramente del objeto que se propone. Juicioso en persuadir, lo ejecuta con nervio y dignidad con razones las más eficaces y propias; vehemente para mover, deleita con la claridad de sus sentencias, con la amenidad de su estilo, con la variedad de figuras y con la dulce moción de sus afectos sin que por esto su artificio desfigure su naturalidad, ni su brevedad destruya la claridad, ni ésta se oponga a su profundidad y solidez. Todos estos caracteres se hallan en esta oración. ¿No puedo yo decir a vista de ellos que es una obra perfectamente acabada, que da realce a la misma elocuencia? ¿No puedo decir sin temor de adular que Vila no sería mudo (es expresión de Erasmo en elogio de otro sabio) en el siglo de oro y aun a vista de Cicerón? ¿No puedo suspenderme y exclamar con Molon al oír a Cicerón su discípulo que la elocuencia se había trasladado de Grecia a Roma, de Roma a España?

Todo esto y mucho más podría decir si no temiera molestar a V. E. y distraerle de los graves cuidados que le cercan; pero esto basta para que V. E. conozca la perfección de esta obra pequeña en volumen, pero superior en calidad y utilidad; puede servir de modelo a nuestros jóvenes e instruirlos al mismo tiempo que en Cicerón se hallan las riquezas de la elocuencia con tal abundancia y disposición que con facilidad pueden adquirirlas y fecundarse con todo género de materias, o si esto se verificara ¡qué mutación tan asombrosa se experimentaría en nuestras escuelas y en nuestros púlpitos! Se desterraría el estilo

bárbaro, bajo e indecente y se verían renacer con abundancia en nuestra edad los Sepúlvedas, los Granadas, los Vives, los Matamoros y los Osorios.

Por estas razones de perfección y utilidad juzgo que la Oración de Vila es digna de publicarse bajo los auspicios de V. E., pudiendo asegurarle que no menos brillará en ésta el talento, literatura y buen gusto del autor que en las dedicadas al papa y cardenales. No las he visto, pero leyendo ésta (tomo las palabras del Mantuano en el elogio de Merandulano) *dum cupio sedare sitim sitis altera crevit videndi alia eius opera [...]*

Appendice 2

Œuvres pédagogiques

García de Vargas, Juan, *Explicación y construcción de las reglas de géneros y pretéritos*, Madrid, M. Martín, 1779, puis 1780 et 1781.

— *Observaciones selectas de los modos de oraciones latinas*, rééd. Madrid, M. Martín, 1778.

Œuvres de spiritualité

P. Calatayud, *Corona de doce estrellas, de doce elogios y deprecaciones a la Santísima Virgen*, rééd. Madrid 1788.

— *Doctrinas prácticas que suele explicar en sus misiones*, 8 vols., 6^e édit., Madrid: Cano 1797.

— *Meditaciones breves y prácticas sobre los novísimos misterios del Salvador y de su Santísima Madre*, rééd. Madrid: Ruiz 1795.

— *Misiones y sermones del P. Calatayud*, rééd. Ramón Ruiz, Madrid 1795; 3^a ed. aumentada, Madrid: B. Cano 1796.

— *Modo práctico y fácil de hacer una confesión general*, Madrid: Doblado 1796.

Elizalde de Urdiriz, Miguel, *Ejercicios de devoción de San Luis Gonzaga, dispuestos en italiano por el abate Galpin*, trad. por Miguel Elizalde de Urdiriz, Pamplona: Longás 1787.

Lozano, Pedro, *Máximas eternas para quien se retira a los ejercicios de San Ignacio*, traduction de P. Cataneo, rééd. Madrid: Martín 1776.

— *Colección de estampas que representan los principales casos de el viejo y el nuevo Testamento*, Madrid: Sancha 1780.

Mesía, Alonso, *Devoción de las tres horas de la agonía de Cristo*, rééd. Séville 1781; Madrid: Ibarra 1781; Malaga 1782.

Rofran, Francisco (Ferrando), *Maná del alma, o ejercicio fácil y provechoso para quien desea darse de algún modo a la oración. Propuesto por el*

- P. Pablo Señeri para todos los días del año, y traducido del italiano al español por el Dr. Francisco Rofran*, 4 vols., Madrid: Sancha 1784 (mention de la Compagnie de Jésus supprimée dans édition de Sancha).
- Sánchez, Ángel, *Historia del Antiguo y Nuevo Testamento* (1801, A. H. N. – E. 3247-9).
- *Libros Sapientales*, trad. por Ángel Sánchez de la extinguida Compañía de Jesús, 4 vols., Madrid: Cano 1786.
 - *Salmos*, trad., 2 vols., Madrid: Barco 1789.
 - *Filosofía del espíritu y del corazón enseñada en los Sagrados libros [...]* Traducidos en rima castellana, Madrid: Imprenta Real 1804.